

Pour diffusion immédiate :

Circonscriptions électorales fédérales en Ontario et en Colombie-Britannique les plus durement frappées par la crise d'abordabilité au logement locatif au Canada

À l'approche des élections d'octobre, les données dressent un portrait inquiétant des circonscriptions électorales clés et des groupes démographiques, et font ressortir la nécessité d'agir sans délai

TORONTO (ONTARIO), le 17 septembre 2019 – Alors que les électeurs s'apprêtent à se rendre aux urnes, les données provenant de l'Indice du logement locatif canadien montrent une aggravation de la crise du logement locatif et de son abordabilité – crise qui sévit les plus durement dans les circonscriptions électorales fédérales de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, suivies du Québec, de la Nouvelle-Écosse et du Manitoba.

Sur les 20 circonscriptions fédérales confrontées aux défis les plus graves, l'indice révèle que 11 se situent en Ontario et 5 en Colombie-Britannique. Willowdale, à Toronto, écope du titre peu glorieux de circonscription fédérale enregistrant la plus forte proportion de ménages locataires en situation de crise budgétaire. Dans cette circonscription, près de deux tiers (59 %) de tous les ménages locataires dépensent 30 % ou plus de leur revenu en frais de logement alors que 39 % en dépensent la *moitié* ou plus. Les circonscriptions avoisinantes de la région du Grand Toronto (RGA), à savoir Thornhill et Richmond Hill, ne sont pas en meilleure posture et se hissent à la deuxième et à la troisième place des municipalités les plus inabordables au pays. En Colombie-Britannique, les circonscriptions de Vancouver Quadra et de Richmond-Centre sont les plus inabordables de la province, et figurent parmi les 10 circonscriptions les plus inabordables au Canada. Quant au Québec, Winnipeg-Sud, Halifax et Ville-Marie—Le Sud-Ouest—Île-des-Sœurs complètent le triste palmarès des 20 circonscriptions les plus inabordables.

Ces informations proviennent de l'Indice du logement locatif canadien de 2019, une base de données détaillée qui rassemble des statistiques sur les logements locatifs et qui est publiée aujourd'hui par un partenariat national réunissant des associations de logement, des coopératives de crédit et des associations municipales. L'indice, qui s'appuie sur des données provenant du questionnaire détaillé du recensement de 2016, examine l'abordabilité du logement locatif et le surpeuplement de divers groupes démographiques dans plus de 800 municipalités et régions à travers le Canada, et dans la totalité des 338 circonscriptions électorales fédérales.

« Ces chiffres montrent sans ambiguïté pourquoi la population canadienne et les défenseurs du droit au logement ont exhorté nos dirigeants politiques à prendre un plus grand nombre de mesures immédiates pour remédier aux défis de l'abordabilité qui frappent tant de familles et d'individus au pays », explique Jill Atkey, présidente-directrice générale de l'Association de logement sans but lucratif de la Colombie-Britannique (BCNPHA). « Quel que soit le parti qui formera le prochain gouvernement, il devra accroître les investissements consacrés à la Stratégie nationale sur le logement afin d'atteindre ses objectifs et avant que cette crise ne s'enlise davantage. »

L'Indice de 2019 met aussi un visage sur les membres de la population les plus frappés par ces défis d'abordabilité, notamment les familles monoparentales, les ménages autochtones, les nouveaux immigrants, les Canadiens de moins de 30 ans et les aînés, qui sont tous confrontés, dans de plus grandes proportions, à des dépenses excessives liées au logement locatif que la moyenne canadienne.

Les données montrent que 50 % (la moitié) des ménages locataires composés de mères monoparentales au Canada dépensent plus que le seuil d'abordabilité recommandé, soit 30 % de leur revenu, alors que près d'un de ces ménages sur quatre (22 %) sont en situation de crise budgétaire. La Colombie-Britannique et la Saskatchewan sont les provinces les plus durement touchées, avec 64 % et 61 % des ménages locataires composés de mères monoparentales dépensant au-delà du seuil d'abordabilité, respectivement.

Dans l'Indice du logement locatif canadien de 2019, un autre indicateur inquiétant révèle de plus fortes proportions de dépenses excessives et de surpeuplement chez les ménages locataires autochtones. En effet, à Saskatoon, 54 % des ménages locataires autochtones dépensent au-delà du seuil d'abordabilité contre 42 % des ménages locataires non autochtones; et à Nunavut, 43 % des ménages locataires autochtones sont en situation de surpeuplement contre seulement 6 % des ménages locataires non autochtones.

« Les données publiées aujourd'hui confirment ce que nous avançons à notre gouvernement depuis des années, c'est-à-dire que les familles autochtones et les individus ont, de manière disproportionnée, de la difficulté à payer le loyer. Cette observation intervient à un moment où le gouvernement fédéral prévoit de réduire les investissements consacrés au logement autochtone en milieu urbain et rural. Quel que soit le prochain gouvernement, il devra réduire cette injustice », précise Margaret Pfoh, présidente-directrice générale de l'Aboriginal Housing Management Association.

Les données montrent que chez près d'un quart de million de ménages locataires immigrants arrivés au Canada entre 2011 et 2016, près d'un quart (24 %) sont en situation de crise budgétaire, et un ménage sur trois est surpeuplé, ce qui représente plus du triple de la moyenne canadienne.

« Les données montrent sans équivoque que nos dirigeants politiques n'ont pas été mesure de proposer ou de mettre en œuvre des solutions efficaces face à la crise du logement abordable, et l'Ontario a désormais le triste honneur de province la plus durement touchée au pays, » déplore Marlene Coffey, directrice générale de l'Association de logement sans but lucratif de l'Ontario (ONPHA).

D'autres résultats clés de l'Indice de 2019 indiquent que les locataires de moins de 30 ans et les aînés sont plus à risque de vivre dans des conditions inabordables. Près d'un quart (23 %) des jeunes ménages locataires sont en situation de crise budgétaire et plus de la moitié (50 %) des ménages locataires âgés dépensent plus que le seuil d'abordabilité recommandé, fixé à 30 %.

« Pendant longtemps, la conversation sur l'abordabilité du logement locatif au Canada s'est centrée sur la population dans son ensemble, mais les chiffres montrent incontestablement que plusieurs groupes clés et vulnérables subissent directement les conséquences de la crise, » indique Jeff Morrison, directeur général de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine. « Nous espérons vivement que les candidats qui se présentent aux élections et l'électorat canadien profiteront de l'occasion pour exiger un plus grand nombre de mesures immédiates et importantes sur cette question critique. »

Pour obtenir d'autres informations sur l'indice, rendez-vous sur www.rentalhousingindex.ca.

Pour d'autres détails, téléchargez la [Fiche d'information médias/FAQ](#) et l'[Infographique de l'ILL 2019](#), et découvrez les témoignages en vidéo sur les locataires en difficultés.

À PROPOS DU PARTENARIAT

L'Indice du logement locatif canadien a été mis sur pied par l'Association de logement sans but lucratif de la Colombie-Britannique (BCNPHA) et Vancity Credit Union en partenariat avec l'Association de logement sans but lucratif de l'Ontario (ONPHA), la Real Estate Foundation of BC, l'Alberta Real Estate Foundation, la Fédération canadienne des municipalités, l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine, Generation Squeeze, la Co-op Housing Federation of BC, la Fédération de l'habitation coopérative du Canada, l'Alberta Network of Public Housing Agencies, LandlordBC, l'Association de logement sans but lucratif du Nouveau-Brunswick, la Yukon Anti-Poverty Coalition et le Réseau québécois des OSBL d'habitation.

- 30 -

Pour obtenir d'autres informations ou pour convenir d'une entrevue, veuillez communiquer avec :

Danielle Palfery
Stratégies Hill + Knowlton (Association de logement sans but lucratif de la C.-B.)
604-692-4222
danielle.palfery@hkstrategies.ca

Dean Pogas
Association de logement sans but lucratif de la C.-B.
604-363-6590
dean@bcnpha.ca